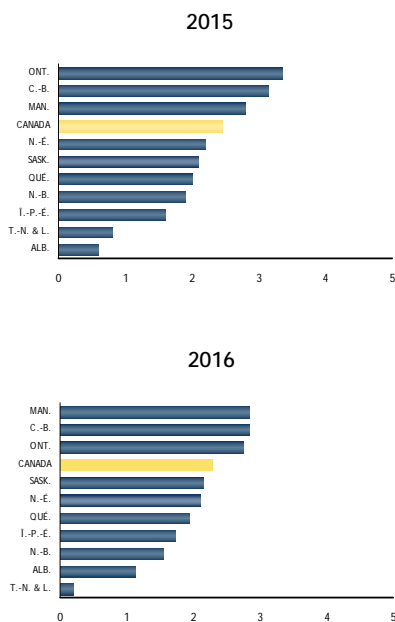


Croissance du PIB reel

% de variation



Source : Statistique Canada, Recherche économique

Paul Ferley
 Économiste en chef adjoint
 (416) 974-7231
 paul.ferley@rbc.com

Robert Hogue
 Économiste principal
 (416) 974-6192
 robert.hogue@rbc.com

Laura Cooper
 Économiste
 416-974-8593
 laura.cooper@rbc.com

Gerard Walsh
 Économiste
 416-974-6525
 gerard.walsh@rbc.com

La chute des prix du pétrole vient modifier le portrait économique des provinces canadiennes

- Plusieurs événements importants survenus depuis la publication de nos *Perspectives provinciales* précédentes en décembre 2014 devraient selon nous redessiner le portrait de la croissance économique au Canada en 2015. Le plongeon des cours du pétrole ainsi que la glissade du dollar canadien et l'intervention de la Banque du Canada qui ont suivi viennent considérablement modifier le contexte macroéconomique qui déterminera la performance économique des provinces, et les effets de ces événements varieront grandement d'une province à l'autre.
- Nous avons reconnu cette tournure des événements et ses répercussions en février en publiant une mise à jour des prévisions de mi-parcours. Le présent rapport donne plus de détails sur les changements et apporte certaines précisions à nos prévisions.
- Même si nous prévoyons que l'effet global des récents événements sur l'économie canadienne sera, au final, légèrement négatif (baisse de la croissance du PIB réel d'environ 0,3 point de pourcentage), cette conclusion masque une importante redistribution de la croissance entre les provinces qui produisent du pétrole et celles qui sont des consommatrices nettes de pétrole.
- D'après nos prévisions de croissance du PIB réel, les perspectives sont nettement plus sombres pour l'Alberta et, dans une moindre mesure, Terre-Neuve-et-Labrador et la Saskatchewan. En revanche, elles sont plus prometteuses que prévu au départ pour l'Ontario, la Colombie-Britannique, le Québec et la plupart des autres provinces consommatrices de pétrole.
- En fait, nous nous attendons maintenant à ce que l'Ontario (dont le PIB réel devrait croître de 3,3 %) domine le classement des taux de croissance provinciaux en 2015, une première depuis 2000. La Colombie-Britannique (3,1 %) suivra de près, alors que le Manitoba (2,8 %) ne sera pas loin derrière en troisième position.
- Selon notre scénario de base, toutes les provinces afficheront une croissance positive du PIB réel en 2015, y compris les plus touchées par l'effondrement des cours du pétrole. Le risque d'une récession ne peut toutefois être écarté en Alberta, vu l'ampleur des réductions des dépenses d'investissement annoncées dans le secteur pétrolier et le risque probable d'une chute du revenu intérieur et de répercussions sur la confiance.
- Les perspectives pour 2016 reflètent également les nouvelles réalités macroéconomiques, qui profiteront davantage, d'après nous, à la Colombie-Britannique, au Manitoba et à l'Ontario. Nous prévoyons des perspectives généralement défavorables pour Terre-Neuve-et-Labrador et l'Alberta, malgré la probabilité d'un rebond partiel des prix du pétrole.

Les hypothèses économiques sous-jacentes ont changé la donne...

Une nouvelle détérioration des marchés mondiaux du pétrole depuis la publication de nos *Perspectives provinciales* précédentes en décembre 2014 a considérablement modifié le portrait des économies provinciales en 2015. À la lumière des événements des derniers mois, RBC a revu à la baisse ses hypothèses pour le prix du pétrole (à 53 \$ US le baril de WTI en 2015 et 77 \$ US en 2016), le dollar canadien (à 0,75 USD/CAD à la fin de 2015 et 0,78 USD/CAD à la fin de 2016) et les taux d'intérêt (taux directeur clôturant 2015 à 0,75 % et 2016 à 2,00 %). Par ailleurs, en raison d'une série de compressions des investissements annoncées par des sociétés pétrolières, nous avons fortement abaissé nos prévisions pour les investissements des entreprises dans le secteur de l'énergie. Enfin, les perspectives des recettes publiques provenant de l'exploitation de ressources non renouvelables dans les provinces productrices de pétrole ont été considérablement réduites.

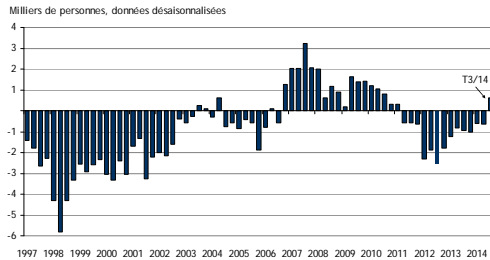
...de façon négative dans les provinces productrices de pétrole...

L'effet net de ces changements sera indéniablement défavorable aux provinces productrices de pétrole. L'économie de l'Alberta est plus particulièrement confrontée à d'énormes défis, d'une part les répercussions directes sur les dépenses d'investissement et, d'autre part, les effets indirects empruntant différents canaux, dont une diminution du solde migratoire et une perte de confiance. Nous prévoyons malgré tout que le PIB réel de l'Alberta progressera, mais à un rythme anémique de 0,6 %. À cette étape-ci, le risque de récession ne peut être écarté. Le rythme prévu est également très faible à Terre-Neuve-et-Labrador. En Saskatchewan, la vigueur des secteurs hors énergie devrait, selon nous, atténuer davantage la faiblesse du secteur de l'énergie.

...mais de façon positive dans les provinces qui sont des consommatrices nettes de pétrole

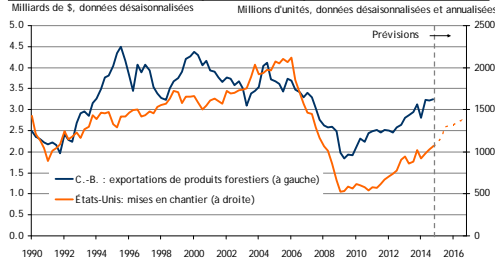
La faiblesse des prix du pétrole, le recul du dollar canadien et le niveau extrêmement bas des taux d'intérêt sont de bon augure pour les provinces consommatrices de pétrole, qui sont axées sur les exportations. Nous prévoyons une progression nette de l'activité intérieure et des exportations dans la quasi-totalité des autres provinces, à commencer par l'Ontario, la Colombie-Britannique, le Manitoba et le Québec.

Colombie-Britannique : Bilan migratoire avec l'Alberta



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

Colombie-Britannique : Exportations de produits forestiers



Source: Censur Bureau, Statistique Canada, Recherche économique RBC

Colombie-Britannique - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	2,4	1,9	2,9	3,1	2,8
PIB nominal	2,3	3,2	4,6	4,4	5,0
Emploi	1,6	0,1	0,6	1,2	1,1
Taux de chômage (%)	6,8	6,6	6,1	5,7	5,6
Ventes au détail	1,9	2,4	5,9	5,5	4,8
Mises en chantier (unités)	27 465	27 054	28 356	32 400	32 000
Indice des prix à la consommation	1,1	-0,1	1,0	0,5	2,6

Laura Cooper
Économiste

Robustesse persistante sur le front ouest

En 2015, l'activité économique de la Colombie-Britannique devrait s'accélérer et atteindre son rythme le plus rapide depuis 2010, soit après la fin de la récession de 2008-2009. Le principal facteur de l'amélioration des résultats dans les secteurs d'exportation sera vraisemblablement le raffermissement de la demande des États-Unis dans un contexte de dépréciation du dollar canadien. La hausse du pouvoir d'achat des ménages attribuable à la baisse marquée des prix du pétrole brut et à la diminution correspondante des prix de l'essence devrait se conjuguer à des perspectives d'emploi plus prometteuses. Ensemble, ces facteurs auront des répercussions positives sur les dépenses de consommation et l'activité résidentielle. Nos prévisions tiennent compte de ces événements et tablent sur une croissance du PIB réel de 3,1 % en 2015, suivie d'un taux encore robuste de 2,8 % en 2016.

Des perspectives plus prometteuses incitent les gens à rester...

Le nouveau ralentissement économique dans la province voisine de l'Alberta a un effet secondaire positif pour la Colombie-Britannique, à savoir un renversement des tendances migratoires. Dans la deuxième moitié de 2014, beaucoup moins de gens ont quitté la Colombie-Britannique pour aller s'établir dans la province dépendante du secteur énergétique. Par conséquent, au troisième trimestre de 2014, la migration nette avec l'Alberta est devenue positive pour la première fois depuis le début de 2011. Comme la croissance de la population devrait s'accélérer en 2015, il en résultera une hausse de la demande sous-jacente qui devrait alimenter la vigueur actuelle de l'activité résidentielle. En 2015, nous prévoyons une hausse des ventes de maisons à leur plus haut niveau depuis 2007. L'amélioration des perspectives d'emploi devrait renforcer l'élan donné aux dépenses de consommation par les économies prévues à la pompe. L'embauche continue au sein du secteur privé laisse entrevoir une baisse du taux de chômage à 5,7 % en 2015. En 2014, le chômage a reculé à son niveau le plus bas depuis 2008 (6,1 %). Le resserrement du marché du travail devrait alors renforcer la confiance et les possibilités de hausse des salaires, qui ont déçu en augmentant plus lentement que jamais en dix ans en 2014.

...car le potentiel d'exportation de produits locaux s'accroît...

Les exportations internationales de marchandises ont progressé à un rythme robuste en 2014, principalement grâce à la hausse la plus forte de la valeur nominale des biens expédiés aux États-Unis en plus de dix ans (16 %). Les produits du bois d'œuvre et du gaz naturel, qui représentent près d'un tiers des exportations vers les États-Unis, ont tous deux bondi à leur plus haut niveau depuis sept ans en 2014. En 2015, la construction résidentielle au sud de la frontière devrait augmenter du fait d'un accroissement de la demande conjugué à de faibles stocks. Cette situation aura sans doute des répercussions positives sur les exportations de produits forestiers de la Colombie-Britannique. L'augmentation de la compétitivité des marchandises de la province attribuable à la faiblesse du dollar canadien devrait apporter un élan additionnel à la demande extérieure. En revanche, la valeur des biens expédiés de la Colombie-Britannique vers l'autre côté des Rocheuses canadiennes risque de diminuer en 2015 à cause du repli de la demande de l'Alberta.

...mais une certaine prudence reste de mise

Le budget provincial 2015 présenté le 17 février a abordé avec circonspection les perspectives optimistes pour la province. À cette occasion, le gouvernement a fait état d'un excédent budgétaire enviable (possiblement la seule province qui y parviendra lors du prochain exercice), mais il a mis l'accent sur la prudence pour veiller à ce que la santé budgétaire de la province soit maintenue durant son plan triennal. Fait à souligner, l'expansion du secteur naissant du gaz naturel liquéfié (GNL) n'a pas fait l'objet d'une attention particulière. Toutefois, une initiative fiscale visant le GNL, annoncée par le gouvernement fédéral le 19 février, a dynamisé les perspectives de ce secteur embryonnaire et pourrait inciter certains promoteurs à prendre des engagements à propos de décisions d'investissement finales fort attendues en 2015.

La croissance reste positive, mais les risques de recul sont importants

Au cours des derniers mois, l'Alberta a connu un brusque revirement de situation lorsqu'il est devenu manifeste que l'effondrement des prix du pétrole brut depuis juin 2014 aurait de profondes répercussions négatives sur le secteur de l'énergie, qui occupe une place centrale dans la province. Les risques d'une récession ne peuvent être écartés ; toutefois, la position de force initiale de l'économie suffira probablement à garder la province sur une légère trajectoire ascendante en 2015. La faiblesse persistante du secteur de l'énergie et ses répercussions continues sur la confiance nous ont incités à revoir en forte baisse nos prévisions pour la croissance du PIB réel en 2015, à 0,6 %, comparativement à 2,8 % dans nos perspectives de décembre. Une reprise modeste des prix de l'énergie dans la deuxième moitié de 2015 devrait empêcher une nouvelle détérioration de la confiance et permettre une meilleure performance en 2016. Selon nous, la croissance réelle se redressera alors légèrement à 1,1 %.

Les sociétés d'énergie sont les plus touchées par les pressions sur les prix...

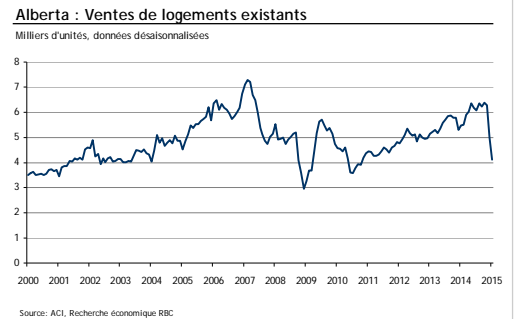
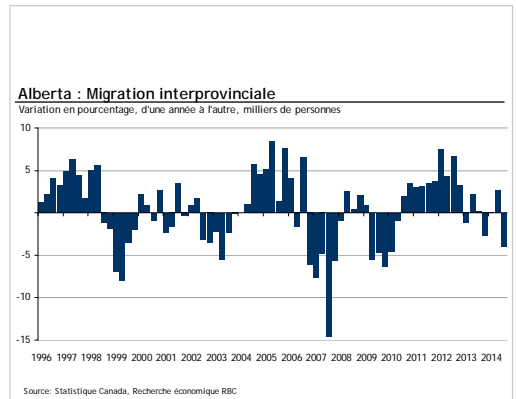
Les compressions généralisées des dépenses d'investissement annoncées par les sociétés d'énergie depuis la fin de l'année dernière témoignent de l'impact direct que la baisse des cours du pétrole aura sur les investissements en Alberta en 2015. L'Association canadienne des producteurs pétroliers prévoit une baisse de 33 % des dépenses d'investissement à court terme dans l'ouest du Canada, notamment une diminution de 24 % des investissements liés aux sables bitumineux, à un creux en quatre ans de 25 milliards de dollars. La forte baisse des investissements non résidentiels, qui représentent un quart de l'activité économique en Alberta, devrait directement retrancher plus de 1,5 point de pourcentage de la croissance économique réelle en 2015. L'incertitude persistante qui entoure les prix devrait aussi avoir un effet négatif indéniable sur les activités de forage dans la province, même si l'on s'attend à ce que la production non conventionnelle continue de croître du fait de la mise en œuvre d'un nombre de plus en plus élevé de nouveaux projets ou d'agrandissements.

...ce qui entraîne une diminution des perspectives d'emploi...

La forte poussée de l'emploi des dernières années tombera sans doute en panne en 2015 à la suite de l'entrée en vigueur des licenciements récemment annoncés par les sociétés d'énergie. Les marchés du travail de la province n'ont pas encore donné de signes de fissuration. Toutefois, en raison de l'assombrissement des perspectives d'emploi, les travailleurs éventuels des autres régions du pays sont moins enclins à venir s'établir dans la province. Le nombre de personnes de toutes les régions du Canada qui s'établissent en Alberta a dégringolé au troisième trimestre de 2014, ce qui a provoqué la pire baisse du taux annuel d'immigration interne dans la province depuis 2009. Toute faiblesse soutenue de cette ampleur engendrerait inévitablement un ralentissement considérable de la croissance de la population albertaine en 2015, ce qui pèserait sur la demande sous-jacente des consommateurs jusqu'à maintenant solide dans la province.

...et une détérioration généralisée de la confiance

L'érosion de la confiance en Alberta se remarque principalement dans le scénario possible de croissance-décroissance qui se dessine au sein des marchés résidentiels de la province. La montée en flèche des stocks de maisons à vendre, à son niveau le plus élevé depuis 2008, s'est accompagnée d'un plongeon cumulatif de 35 % des reventes de maisons en décembre 2014 et en janvier 2015. Comme peu d'éléments sont susceptibles de renforcer la confiance à court terme, nous prévoyons dans l'ensemble une baisse marquée des reventes cette année, qui ouvrira la voie à des baisses de prix. Une vive détérioration du contexte budgétaire pourrait aussi avoir des répercussions sur la confiance des ménages en 2015. Comme la province fait face à un déficit budgétaire estimé à 7 milliards de dollars pour l'exercice 2015-2016, le premier ministre de l'Alberta a souligné qu'une période de restriction budgétaire est imminente. Des initiatives pour stimuler les revenus (notamment des hausses d'impôt) s'accompagneront vraisemblablement d'importantes compressions des dépenses de programmes.



Alberta - prévisions en bref

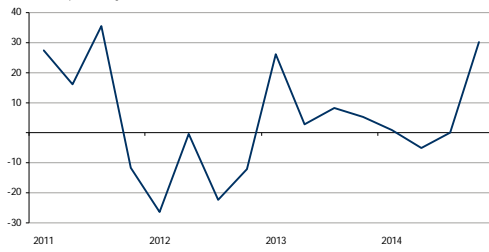
Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	4,5	3,8	4,2	0,6	1,1
PIB nominal	5,6	7,1	7,2	-10,5	10,8
Emploi	3,5	2,5	2,2	-0,1	0,7
Taux de chômage (%)	4,6	4,6	4,7	5,7	5,4
Ventes au détail	7,0	6,9	7,6	1,0	3,2
Mises en chantier (unités)	33 396	36 011	40 590	29 300	30 800
Indice des prix à la consommation	1,1	1,4	2,6	0,8	2,6

Laura Cooper
Économiste

Saskatchewan : Production de potasse

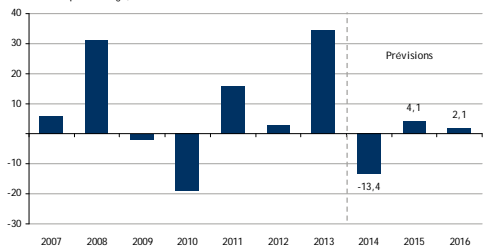
Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source: Industrie et Ressources Saskatchewan, Recherche économique RBC

PIB de la Saskatchewan par industrie : Agriculture

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

Saskatchewan - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	3,1	5,0	1,1	2,1	2,1
PIB nominal	5,7	5,5	0,3	-1,2	7,7
Emploi	2,4	3,1	1,0	0,7	1,2
Taux de chômage (%)	4,7	4,1	3,8	4,8	4,4
Ventes au détail	7,4	5,1	4,5	2,6	3,8
Mises en chantier (unités)	9 968	8 290	8 257	5 600	6 900
Indice des prix à la consommation	1,6	1,4	2,4	1,5	3,3

Paul Ferley
Économiste en chef adjoint

Accélération prévue de la croissance économique réelle malgré la baisse des prix du pétrole

Lors de la mise à jour de nos prévisions provinciales de février en fonction de la baisse des prix du pétrole, nous avons réduit nos prévisions de croissance pour la Saskatchewan à 2,2 % et 2,1 % pour 2015 et 2016, respectivement, par rapport à un taux de 2,8 % prévu pour les deux années dans les Perspectives provinciales de décembre. Bien qu'inférieurs, ces taux laissent encore entrevoir un rebond de la croissance par rapport à un modeste taux de 1,1 % estimé en 2014, qui a été limité par une baisse de l'activité agricole. Comme nos hypothèses pour les prix du pétrole n'ont guère changé depuis février, le portrait du PIB réel de la Saskatchewan est presque identique ; le rythme de l'activité n'a été que légèrement réduit à 2,1 % en 2015, et il a été maintenu à 2,1 % en 2016.

La hausse de la production de potasse offre une certaine compensation...

La faible révision à la baisse du PIB de la Saskatchewan cette année reflète une prudence un peu plus grande à l'égard des dépenses en immobilisations dans le secteur de l'énergie, puisque des rapports empiriques ont fait état de reports d'investissements, voire même de réductions, sur le plan national. Cependant, les préoccupations liées à une faible production pétrolière et gazière et à une diminution des investissements dans le secteur de l'énergie sont atténuées par des indications d'un solide rebond de l'activité minière non liée à l'énergie, et principalement de la potasse, à la fin de 2014. Cette vigueur devrait se maintenir pendant la période visée par nos prévisions. Les producteurs de potasse de la Saskatchewan avaient réduit leur production au début de 2014 en raison d'un rebond marqué de la production à l'étranger, alors que d'importants producteurs avaient tenté d'accaparer une plus grande part du marché mondial. Toutefois, à la suite d'une inondation qui a endommagé une importante usine de production à l'étranger et de l'adoption d'une stratégie de marketing moins audacieuse par les producteurs étrangers, la production de la Saskatchewan a pu se raffermir à la fin de 2014. Au quatrième trimestre de l'an dernier, la production de potasse était en hausse de 30 % sur un an. En comparaison, l'activité avait stagné au troisième trimestre et fléchi de 5 % au deuxième trimestre.

...et stimule les dépenses d'investissement non liées à l'énergie

Ces facteurs favorables au secteur de la potasse resteront en place cette année et l'année prochaine, et seront encore renforcés par la récente dépréciation du dollar canadien. Donc, malgré des reculs prévus de l'extraction de pétrole et de gaz, l'accroissement de la production de potasse devrait maintenir la production minière à un niveau relativement stable cette année et l'année prochaine. Par ailleurs, la hausse de la demande de potasse devrait encourager une expansion des capacités de production. Une telle évolution aiderait à compenser entièrement les réductions prévues des investissements dans le secteur de l'énergie, de sorte que l'activité demeurerait relativement stable dans l'ensemble du secteur de la construction de la province pendant la période. Un risque clé entourant ce scénario serait toutefois que le rebond de la production de potasse ne se poursuive pas. Une telle éventualité entraînerait un assombrissement des perspectives pour l'ensemble de l'économie de la province.

Retour prévu à une croissance positive de l'agriculture

Un rebond prévu de la production agricole d'environ 4 %, faisant suite à un recul estimé à 13 % en 2014, devrait aussi atténuer le ralentissement de la croissance lié au secteur de l'énergie. Les conditions de culture pluvieuses ont contribué à une certaine détérioration de la qualité des récoltes en 2014, mais le déclin est surtout attribuable au fait qu'une récolte exceptionnelle avait été obtenue en 2013. Pour 2015 et 2016, nous supposons des conditions normales de culture qui permettraient de légères hausses de la production de céréales dans la province.

Le secteur des exportations à l'avant-scène

L'économie du Manitoba devrait s'accélérer en 2015, principalement grâce à des gains notables prévus sur les marchés d'exportation. L'amélioration de la demande des États-Unis, rehaussée par la faiblesse du dollar canadien, jouera un rôle central en propulsant la croissance du PIB réel du Manitoba à 2,8 % cette année, par rapport à un taux de 1,8 % estimé pour 2014. L'activité intérieure contribuera également à l'accélération, car nous croyons que les dépenses des ménages et des entreprises seront dynamisées par la faiblesse des coûts de l'énergie attribuable à la chute des cours mondiaux du pétrole. Nous prévoyons que l'économie maintiendra un taux de croissance de 2,8 % en 2016.

Le Manitoba bénéficiera d'une amélioration de la demande des États-Unis

Notre optimisme général à l'égard de la croissance du Manitoba (et de la plupart des autres provinces consommatrices de pétrole) se fonde sur la supposition suivante : d'une part, l'économie intérieure profitera du repli des coûts de l'énergie et, d'autre part, le commerce extérieur sera stimulé par le raffermissement de la demande des États-Unis. L'essor de la demande extérieure découlera à la fois d'une grande vigueur de l'économie américaine en général — qui tirera, d'après nous, un bénéfice net de la baisse des prix du pétrole — et d'une dépréciation du dollar canadien.

Les exportations « de base » ont tendance à augmenter...

À première vue, les récentes données sur le commerce de marchandises ne justifient manifestement pas encore notre optimisme, puisque la valeur nominale des exportations a fléchi de 8 % au quatrième trimestre après avoir reculé de plus de 10 % lors des deux trimestres précédents. Cependant, la diminution des prix de l'énergie et des marchandises non énergétiques pourrait expliquer en partie la faiblesse de la valeur nominale pendant cette période. En outre, les exportations liées à l'agriculture pourraient aussi dénoter un ralentissement après un essor attribuable à l'abondante récolte de 2013. Exception faite de l'énergie et de l'agriculture, les exportations ont enregistré au quatrième trimestre une croissance beaucoup plus forte de 5,6 % sur un an. Pour l'ensemble de 2014, cette mesure des exportations affiche un gain plus encourageant de 6,5 % après avoir stagné lors des deux années précédentes.

...ce qui propulse le secteur manufacturier

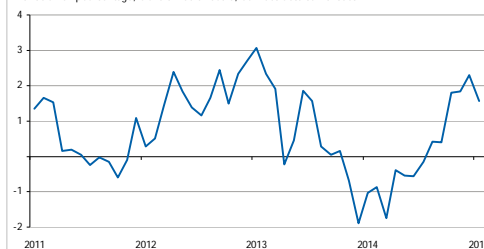
La hausse des exportations « de base » de la province se traduit par un raffermissement de l'activité manufacturière. Même si la croissance de la valeur nominale des ventes manufacturières a ralenti à un taux décevant de 2,5 % au quatrième trimestre par rapport à un niveau de presque 7 % au troisième trimestre, il se peut qu'elle ait été minée par la diminution des prix des marchandises, comme l'ont été certaines exportations. Malgré ce ralentissement au quatrième trimestre, les ventes manufacturières ont augmenté de plus de 3 % en 2014 après avoir stagné en 2013. À notre avis, grâce à une amélioration continue des facteurs de la demande et au coup de pouce offert par la baisse des coûts de l'énergie, le secteur manufacturier contribuera de façon notable à la croissance supérieure à la moyenne qui est prévue dans la province cette année et l'année prochaine.

Vigueur nouvelle de l'emploi

Des signes d'un récent raffermissement de l'emploi dans la province ont renforcé l'optimisme entourant la croissance du Manitoba. Après un lent départ en 2014, la création d'emplois s'est accélérée au deuxième semestre, l'emploi inscivant un gain de 2 % sur un an au quatrième trimestre. Heureusement, certains éléments tendent à indiquer que ce rythme supérieur s'est maintenu au début de 2015. Bien que le taux de chômage ait bondi de façon inattendue à 6,0 % en janvier, contre 5,4 % en décembre, la hausse découle en grande partie d'une augmentation considérable de la population active, souvent un signe de confiance envers le marché du travail. À l'avenir, nous nous attendons à ce que les employeurs embauchent à un rythme qui finira par surpasser la croissance de la population active. Il en résulterait un repli du taux de chômage à un taux moyen de 5,1 % cette année et de 5,0 % en 2016.

Manitoba : Emploi

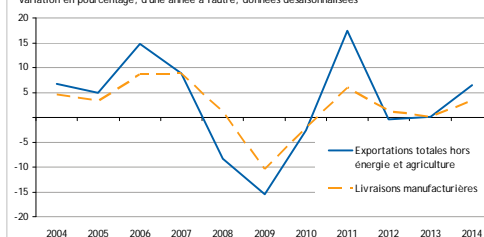
Variation en pourcentage, d'une année à l'autre, données désaisonnalisées



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

Manitoba : Exportations et livraisons manufacturières

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre, données désaisonnalisées



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

Manitoba - prévisions en bref

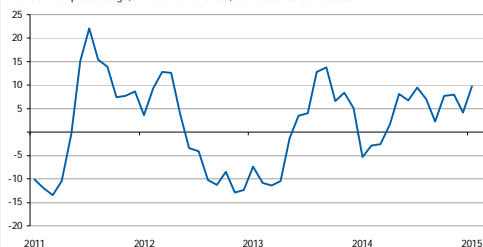
Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	3,3	2,2	1,8	2,8	2,8
PIB nominal	6,0	3,7	3,3	4,1	5,5
Emploi	1,6	0,7	0,1	1,4	1,0
Taux de chômage (%)	5,3	5,4	5,4	5,1	5,0
Ventes au détail	1,3	3,9	3,9	4,5	4,4
Mises en chantier (unités)	7 242	7 465	6 220	6 700	5 900
Indice des prix à la consommation	1,6	2,3	1,8	0,8	2,9

Paul Ferley
Économiste en chef adjoint

Ontario : Ventes de logements existants

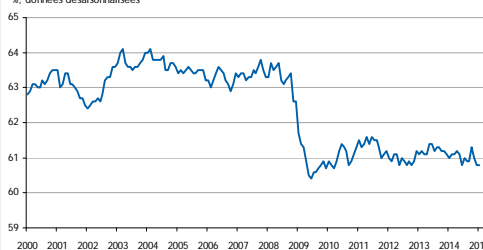
Variation en pourcentage, d'une année à l'autre, données désaisonnalisées



Source: ACI, Recherche économique RBC

Ontario : Taux d'emploi

%, données désaisonnalisées



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

Ontario - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	1,7	1,3	2,5	3,3	2,7
PIB nominal	3,2	2,4	4,4	5,8	4,4
Emploi	0,7	1,8	0,8	1,4	1,2
Taux de chômage (%)	7,9	7,6	7,3	6,4	6,1
Ventes au détail	1,6	2,3	4,7	4,8	4,5
Mises en chantier (unités)	76 742	61 085	59 134	64 500	59 500
Indice des prix à la consommation	1,4	1,1	2,3	1,1	2,7

Robert Hogue
Économiste principal

Premier de classe en 2015

Les événements des derniers mois sont très favorables à l'économie de l'Ontario. Le plongeon des prix du pétrole, la dépréciation du dollar canadien, la réduction inattendue des taux d'intérêt par la Banque du Canada et la multiplication des signes montrant que l'économie américaine trouve son rythme sont tous des facteurs qui devraient stimuler la croissance dans la province. En fait, nous croyons qu'ils aideront tous à propulser l'Ontario au sommet du classement des taux de croissance provinciaux en 2015, un rang qu'il n'a pas occupé depuis 2000. Nous prévoyons une accélération de la croissance du PIB réel d'un taux estimé de 2,5 % en 2014 à 3,3 % cette année, soit le niveau le plus élevé en cinq ans. Malgré un léger ralentissement en 2016, la croissance devrait rester robuste à 2,7 %. Ces prévisions sont supérieures à celles que nous avons publiées dans les Perspectives provinciales de décembre, qui étaient de 3,1 % en 2015 et de 2,3 % en 2016.

Le dynamisme s'accroît

Les conséquences positives de la chute des prix du pétrole et des événements connexes se feront sentir à un moment où l'économie ontarienne affiche déjà un dynamisme supérieur. En 2014, des signes ont clairement montré que l'activité avait sensiblement repris, surtout dans le secteur du commerce, où les exportations de marchandises ont inscrit un bond impressionnant de 8,0 % en valeur nominale. Fait encourageant, la quasi-totalité des grandes catégories d'exportations a enregistré des hausses, y compris les biens de consommation (+14,4 %) et les véhicules automobiles et les pièces (+8,5 %). Après un piètre début d'année (causé en grande partie par le mauvais temps), le secteur du logement a aussi fait preuve d'une vigueur étonnante l'an dernier. Selon des signes avant-coureurs, les reventes de maisons auraient commencé 2015 du bon pied. Les dépenses de consommation ont aussi connu un bon départ, les ventes de véhicules automobiles poursuivant sur leur lancée après un bond de 11,5 % l'an dernier.

La baisse des prix du pétrole et la faiblesse du dollar canadien dynamiseront l'Ontario cette année

L'élan additionnel fourni par la baisse des prix du pétrole et la forte dépréciation du dollar propulsera encore davantage le commerce extérieur et le secteur de la consommation en 2015. Les exportations ontariennes devraient continuer de progresser fortement sur le marché américain. Au pays, la diminution des prix de l'essence fera en sorte que les consommateurs auront plus d'argent à dépenser, et nous nous attendons à ce qu'ils fassent rapidement usage d'une bonne partie de cet argent. Grâce à la faiblesse des taux d'intérêt et à la croissance économique, le contexte restera favorable au marché du logement. Nous anticipons de nouvelles hausses des reventes de maisons et de la construction de logements cette année.

Les problèmes de capacité sont peu susceptibles d'être une grande nuisance

Les investissements non résidentiels comptent parmi les secteurs de l'économie qui sont demeurés à la traîne l'an dernier. Même si les entreprises ont haussé leurs dépenses en machinerie et outillage, les dépenses en immobilisations dans la province sont restées plutôt stagnantes. En raison de la faiblesse relative des investissements ces dernières années et de fermetures d'usines dans le secteur manufacturier depuis la récession, la capacité des entreprises ontariennes de tirer parti des occasions au pays et à l'étranger, et donc la capacité de croissance de l'économie de l'Ontario, a soulevé des préoccupations. Nous croyons toutefois qu'à l'exception peut-être du secteur de l'automobile, l'excédent de capacité restant dans l'économie provinciale suffira à offrir un regain de croissance de l'ordre de 3,3 % cette année et de 2,7 % l'année prochaine. À notre avis, toute contrainte de capacité ne devrait pas constituer un grave problème à cette étape-ci. Au contraire, l'émergence de pressions liées à la capacité encouragerait les entreprises à investir dans la province.

Un contexte propice à la plus forte croissance en quatre ans

En tant qu'importateur de la totalité du pétrole qu'il consomme et que grand exportateur d'une vaste gamme de produits, le Québec devrait bénéficier du plongeon des cours du pétrole et du repli correspondant du dollar canadien. Si l'on ajoute à cela l'« assurance » que constitue la récente baisse des taux d'intérêt, l'économie provinciale semble encore mieux placée que nous ne l'avions cru au départ pour atteindre son taux de croissance le plus élevé en quatre ans en 2015. Nous prévoyons que le PIB réel augmentera de 2,0 % cette année au Québec, ce qui serait une nette amélioration par rapport à un taux estimé de 1,5 % en 2014 et une moyenne de seulement 1,2 % pour les deux années précédentes. Néanmoins, un taux de 2,0 % est loin d'être fulgurant. Des facteurs continueront de maintenir le rythme du Québec sous la moyenne nationale de 2,4 %, dont une diminution de la population en âge de travailler et une politique budgétaire relativement restrictive qui est le fruit d'efforts visant à rétablir l'équilibre budgétaire. Les perspectives pour 2016 sont raisonnablement positives, la croissance prévue restant généralement soutenue à 1,9 %.

Les éléments sont en place pour un nouvel essor des exportations

En 2014, de nouveaux signes encourageants ont confirmé que l'impulsion économique liée aux exportations, attendue depuis longtemps, se produisait enfin. Les marchandises d'exportation ont inscrit des gains généralisés, témoignant des progrès réalisés par les exportateurs québécois plus particulièrement sur le marché américain, où un raffermissement de l'économie et la faiblesse du dollar canadien ont créé des occasions. La forte progression du commerce extérieur restera, d'après nous, un trait distinctif de la conjoncture économique en 2015. Les conditions sont réunies pour que ce secteur de l'économie provinciale soit un important moteur de croissance engendrant des retombées positives pour les fabricants québécois. Ceux-ci pourront alors donner suite à une impressionnante hausse des ventes de 6,5 % en 2014 (le gain le plus élevé en 14 ans).

Le marché du travail devrait s'améliorer, mais à l'intérieur de certaines limites

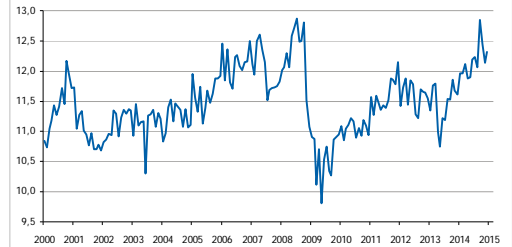
La vigueur du commerce extérieur gagnera à notre avis d'autres secteurs et aidera à redynamiser le marché du travail de la province, décevant l'an dernier (l'emploi ayant stagné par rapport à 2013). Nous croyons que les signes timides d'une reprise de l'embauche observés depuis la fin de 2014 seront suivis de gains plus convaincants au cours de 2015. Cela dit, nous prévoyons une hausse de l'emploi de 0,9 % dans la province cette année, un niveau quand même un peu inférieur à la moyenne de 1,0 % depuis la fin de la récession de 2008-2009. La croissance rapide de la population à l'âge de la retraite pose des défis importants au marché du travail du Québec, et à l'économie en général. Cette tendance se traduit désormais par une diminution de la population en âge de travailler, de sorte qu'il est plus difficile pour les entreprises de trouver ou de retenir des travailleurs. Pour l'économie, cette tendance est un obstacle à la croissance.

Regain de confiance des consommateurs

L'amélioration des perspectives d'emploi, le niveau exceptionnellement bas des taux d'intérêt et la chute des prix de l'essence ouvriront la voie, d'après nous, à une hausse des dépenses de consommation dans la province. Cette hausse sera visible chez les détaillants, mais aussi dans d'autres secteurs comme celui du logement. De fait, nous prévoyons un léger raffermissement des reventes de maisons (après une période morose pendant la majeure partie des deux dernières années) et une vigueur persistante de la rénovation — au moins jusqu'au milieu de l'année, alors que prendra fin un programme d'incitatifs fiscaux du gouvernement. Toutefois, le stock d'unités de copropriété invendues à l'heure actuelle est élevé, ce qui minera probablement la construction de maisons neuves. Nous prévoyons que les mises en chantier ralentiront quelque peu, à 36 900 unités en 2015, comparativement à 38 800 unités en 2014.

Québec : Ventes des fabricants

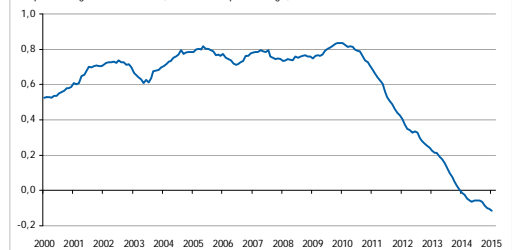
Milliards de C \$, données désaisonnalisées



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

Québec : Population en âge de travailler

Population âgée de 15 à 64 ans, variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

Québec - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	1,5	1,0	1,5	2,0	1,9
PIB nominal	3,4	1,5	3,5	4,3	3,4
Emploi	0,8	1,4	0,0	0,9	0,8
Taux de chômage (%)	7,7	7,6	7,7	7,2	7,0
Ventes au détail	1,2	2,5	2,6	3,8	3,8
Mises en chantier (unités)	47 367	37 758	38 810	36 900	35 000
Indice des prix à la consommation	2,1	0,8	1,4	1,0	2,9

Robert Hogue
Économiste principal

De petits pas dans la bonne direction

Même si nous estimons que l'économie du Nouveau-Brunswick a inscrit un premier gain en trois ans, elle est restée très fragile en 2014. De modestes pertes d'emploi se sont conjuguées à de faibles exportations et à un repli du marché du logement. Bien que les plus récentes données n'aient pas encore dénoté un redressement convaincant de l'activité, nous croyons que les aspects économiques fondamentaux sont de plus en plus favorables à la province et relanceront quelque peu l'économie cette année. L'accélération de la croissance aux États-Unis et la faiblesse du dollar canadien stimuleront la demande d'exportations, et les entreprises de la province investiront pour accroître leurs capacités de production en vue de répondre à cette demande. Nous nous attendons à ce que les données révèlent que l'économie a progressé de 0,8 % en 2014, et prévoyons qu'elle s'accéléra à 1,9 % en 2015 avant de ralentir légèrement à 1,5 % en 2016.

Reprise de la croissance grâce à de nouvelles mines stimulant les exportations

À la fin de 2014, des travaux de réparation à la raffinerie de Saint John ont causé des baisses de production. Celles-ci, alliées à une diminution des expéditions de minerais, ont contribué à un recul de 10 % des exportations de marchandises du Nouveau-Brunswick l'an dernier. La valeur nominale des exportations de potasse, le principal produit minier de la province, est restée très basse en partie à cause de la faiblesse des prix et de la hausse de production outre-mer. Néanmoins, le secteur minier devrait se redresser grâce à une augmentation de la production de la nouvelle mine de potasse à Sussex, d'une valeur de 2,2 milliards de dollars, en 2015 et au redémarrage toujours prévu de la mine de zinc Caribou dans la première moitié de l'année. Par ailleurs, l'étude des incidences sur l'environnement d'une mine de tungstène à Sisson Brook a été examinée et la construction devrait débuter cette année, ce qui donnera un bon coup de pouce aux dépenses en immobilisations dans la province. L'accroissement de la capacité minière coïncidera avec une hausse de la demande aux États-Unis, qui constituent le principal marché d'exportation du Nouveau-Brunswick et qui représentent 91 % des exportations de la province (la plus grande proportion parmi toutes les provinces). L'amélioration des perspectives de croissance économique au sud de la frontière, conjuguée à l'affaiblissement du dollar canadien, est de bon augure pour une relance de l'économie du Nouveau-Brunswick alimentée par les exportations.

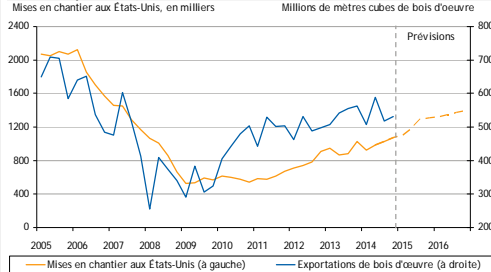
Le secteur des produits forestiers continue de se raffermir et les investissements favorisent la construction

Malgré une baisse généralisée des exportations de marchandises en 2014, les exportations de produits du bois ont augmenté de 8 %, propulsées par une augmentation des livraisons aux États-Unis. Nous prévoyons que les dépenses visant à accroître la capacité de l'usine de pâtes et papiers de Saint John, ainsi que d'autres investissements liés à la foresterie, feront encore croître les exportations de produits forestiers alors que la demande s'accélère. Les investissements pour hausser la capacité contribueront aussi à compenser l'incidence de l'achèvement de la mine de Sussex sur le secteur de la construction.

La reprise de la croissance effacera les pertes d'emploi de l'an dernier

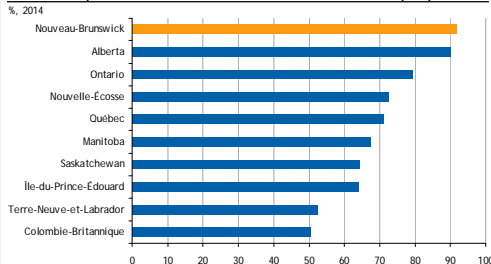
De piètres gains d'emploi au départ se sont transformés en pertes nettes en 2014. Des emplois ont été perdus tant dans les secteurs public que privé l'an dernier, mais les pertes ont été concentrées dans les secteurs de la production de biens, à savoir la foresterie, la pêche, les mines, la construction et l'agriculture. Ces données reflètent la persistance d'un contexte économique difficile l'an dernier. Toutefois, compte tenu des perspectives désormais plus favorables pour ces secteurs, nous prévoyons que le marché du travail s'améliorera et enregistrera de légers gains d'emploi de 0,3 % en 2015 et en 2016.

N.-B. : Exportations de bois d'oeuvre et mises en chantier aux É.-U.



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

Part des exportations de marchandises vers les États-Unis par province, % 2014



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouveau-Brunswick - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	-0,4	-0,5	0,8	1,9	1,5
PIB nominal	1,1	0,5	2,2	2,7	3,5
Emploi	-0,7	0,4	-0,2	0,3	0,3
Taux de chômage (%)	10,2	10,3	10,0	9,9	9,6
Ventes au détail	-0,7	0,7	3,6	3,0	3,2
Mises en chantier (unités)	3 299	2 843	2 276	2 500	2 700
Indice des prix à la consommation	1,7	0,8	1,5	0,8	3,0

Gerard Walsh
Économiste

Maintien d'une croissance modérée

Dans la foulée de signes témoignant d'une accélération de la croissance en 2014, l'économie de la Nouvelle-Écosse devrait continuer de progresser à des taux assez stables en 2015 et 2016. Alors que la province a dû compter sur la forte croissance des exportations et l'envolée de la production de gaz naturel pour compenser la faiblesse des données sur l'emploi et le logement en 2014, nous nous attendons à ce que la croissance devienne plus généralisée en 2015 et 2016. Les perspectives d'exportation sont positives, car la demande des États-Unis continue de croître et le dollar canadien reste faible. En outre, l'activité manufacturière se redressera sans doute, compte tenu du début des travaux de construction navale liés au contrat de fabrication de navires de patrouille pour le gouvernement fédéral, qui s'échelonne sur plusieurs années. Ces événements, ainsi que la faiblesse des prix à la pompe, stimuleront les dépenses de consommation et favoriseront la création d'emplois au point d'effacer les pertes d'emploi décevantes subies en 2013 et 2014. Nous nous attendons à ce que les prochaines données indiquent que l'économie de la Nouvelle-Écosse a progressé de 2,2 % en 2014. Un tel résultat donnerait le ton pour les années 2015 et 2016, où nous prévoyons des hausses du PIB réel de 2,2 % et 2,1 %, respectivement.

Déclin du gaz naturel et hausse des autres exportations

La valeur nominale des exportations de marchandises a bondi de 24 % en 2014. Bien que cette hausse soit en grande partie attribuable aux produits énergétiques, la plupart des catégories d'exportation ont enregistré des gains élevés. En 2015 et 2016, la production de gaz naturel devrait plafonner et les prix en vigueur devraient rester bas. La croissance des exportations d'énergie sera donc limitée. Néanmoins, nous croyons que les exportations non liées à l'énergie continueront de croître, car la faiblesse du dollar canadien améliore la compétitivité et le raffermissement de la croissance aux États-Unis alimente la demande d'exportations. En dépit d'une réduction de la production dans une usine à Pictou County, les exportations de pneus augmentent et tireront parti des investissements visant à accroître la capacité d'autres usines. Les exportations de poissons et de produits de la mer ont aussi fortement augmenté en 2014, propulsées par les livraisons à l'Asie et aux États-Unis. Ensemble, ces deux catégories représentent près de la moitié des exportations de la Nouvelle-Écosse et donnent un vigoureux élan pour le reste de 2015.

Envolée du secteur manufacturier grâce au début des travaux de construction navale

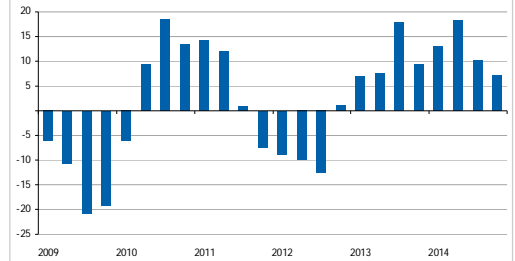
À la suite de la signature du contrat en janvier 2015, on s'attend à ce que la construction du premier des six navires extracôtiers qui patrouilleront dans l'Arctique débute en septembre 2015. La somme de 3,5 milliards de dollars consacrée à cette phase de la Stratégie nationale d'approvisionnement en matière de construction navale profitera en majeure partie à l'industrie de la Nouvelle-Écosse, ce qui devrait contribuer à un essor prolongé du secteur manufacturier. Par contre, la fin des travaux de remise en état du chantier naval lui-même créera un vide dans un secteur de la construction affaibli par une diminution de l'activité résidentielle en 2014. Les travaux liés à d'autres grands projets, dont le projet de transmission d'électricité Maritime Link d'une valeur de 1,6 milliard de dollars (qui devrait être terminé en 2017), la réfection du tablier du pont Macdonald à Halifax (qui commencera en 2015) et un certain nombre de projets résidentiels et commerciaux à Halifax auront un certain effet compensatoire.

Un regain de croissance permettra un redressement de l'emploi

Après deux années de pertes, on s'attend à ce qu'une croissance économique soutenue commence à générer des gains d'emplois en 2015. La reprise de la création d'emplois dans un contexte de croissance limitée de la population active (restreinte par des tendances démographiques encore faibles) devrait se traduire par une diminution du taux de chômage de la province, de 8,9 % en 2014 à 8,4 % cette année. Selon nous, le raffermissement du marché du travail dans la province créera des conditions prometteuses si le solde migratoire en regard des provinces productrices de pétrole évolue en faveur de la Nouvelle-Écosse.

Nouvelle-Écosse : Exportations de marchandises hors énergie

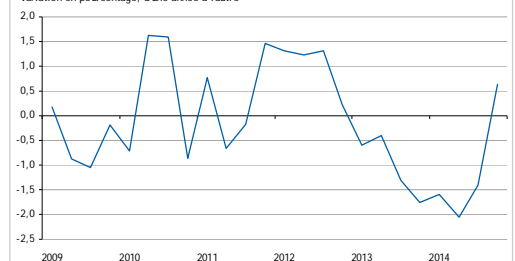
Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouvelle-Écosse : Emploi

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouvelle-Écosse - prévisions en bref

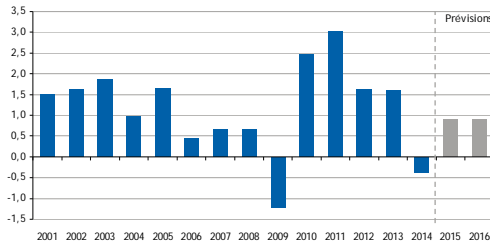
Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	-0,3	0,3	2,2	2,2	2,1
PIB nominal	-0,4	2,4	4,0	3,2	4,0
Emploi	1,0	-1,1	-1,1	1,2	1,0
Taux de chômage (%)	9,1	9,1	8,9	8,4	8,1
Ventes au détail	1,0	2,9	2,2	3,0	3,5
Mises en chantier (unités)	4 522	3 919	3 056	3 000	3 300
Indice des prix à la consommation	1,9	1,2	1,7	0,6	3,1

Gerard Walsh
Économiste

Île-du-Prince-Édouard : Emploi

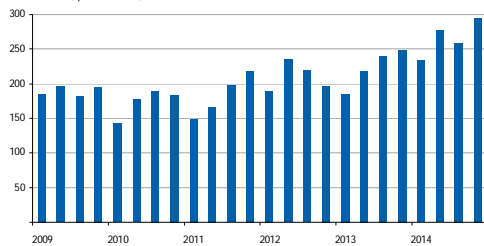
Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

Île-du-Prince-Édouard : Exportations de marchandises

Millions de \$, par trimestre, données désaisonnalisées



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

Île-du-Prince-Édouard - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	1,0	2,0	1,4	1,6	1,7
PIB nominal	1,9	5,0	3,1	2,7	3,3
Emploi	1,7	1,4	-0,1	0,9	0,9
Taux de chômage (%)	11,1	11,5	10,6	10,0	9,6
Ventes au détail	3,2	0,8	3,0	3,5	3,9
Mises en chantier (unités)	941	636	511	660	600
Indice des prix à la consommation	2,0	2,0	1,6	0,3	3,1

Gerard Walsh
Économiste

Les secteurs d'exportation demeurent le pilier économique de la province

Malgré une croissance rapide des exportations, l'année 2014 s'est révélée décevante pour l'économie de l'Île-du-Prince-Édouard. Les pertes d'emploi dans le secteur public ont éclipsé les gains du secteur privé, tandis que l'activité résidentielle et les investissements ont chuté. Les données officielles sur la croissance devraient montrer que l'économie insulaire a progressé de 1,4 % en 2014. Nous prévoyons que la croissance économique s'accroîtra à 1,6 % en 2015, grâce à la vigueur persistante des exportations et au redressement de la construction et des investissements. Ces forces, de concert avec des perspectives favorables au secteur touristique, alimenteront de solides gains de revenus et d'emplois après 2015 et favoriseront une croissance encore plus rapide de 1,7 % en 2016.

Des jours meilleurs à venir pour la construction et les investissements

Le principal obstacle à la croissance économique de l'Île-du-Prince-Édouard en 2014 a été la construction. Le secteur a pâti de l'achèvement du parc éolien de 60 millions de dollars situé à Hermanville, d'une vive baisse des mises en chantier et d'une réduction de 25 % des investissements publics prévus l'an dernier. En 2015, la construction devrait cesser de freiner l'économie et devenir un facteur positif, l'activité résidentielle amorçant un rebond et le secteur privé accentuant ses investissements dans les capacités manufacturières. En revanche, nous nous attendons à ce que le secteur public contribue moins à la croissance économique globale, compte tenu des dépenses en immobilisations moindres projetées par le gouvernement provincial. À plus long terme, le secteur de la construction sera avantagé si un certain nombre de projets proposés se concrétisent, dont des investissements dans la production d'énergie éolienne et une troisième ligne de transport d'énergie vers le Nouveau-Brunswick pour répondre à la demande croissante d'électricité.

Amélioration continue des exportations

Les exportations de marchandises ont fortement augmenté en 2014, des gains étant enregistrés tant pour les produits alimentaires que non alimentaires. Propulsées par les produits chimiques et la machinerie, les exportations de marchandises non alimentaires ont bondi de 33 %. Les aliments et les produits alimentaires, qui représentent 55 % de l'ensemble des exportations de marchandises de l'île, ont aussi affiché des gains robustes malgré le recul des livraisons de pommes de terre. Des investissements récents et actuels pour améliorer la capacité de production dans les segments de l'aérospatiale, de la machinerie et des produits alimentaires permettront aux entreprises de l'Île-du-Prince-Édouard de répondre à la forte demande prévue des États-Unis, qui devrait être renforcée par la faiblesse du dollar canadien. Même si la part des exportations dirigées vers les États-Unis a diminué au cours des dernières années, les États-Unis restent le principal marché d'exportation de la province, ce qui laisse entrevoir un net potentiel de hausse pour la plupart des catégories d'exportation.

Possibilité d'amélioration du marché du travail

À l'instar des autres provinces de l'Atlantique, l'Île-du-Prince-Édouard a affiché des pertes d'emploi en 2014, car les lourdes pertes dans le secteur public ont plus que contrebalancé les gains dans le secteur privé, particulièrement dans les secteurs de la production de biens. Nous croyons que la création d'emplois persistante dans le secteur privé deviendra la force dominante du marché du travail de la province en 2015, et entraînera dans l'ensemble des gains nets. Grâce à l'amélioration des perspectives d'emploi et aux économies réalisées par les ménages lors du plein d'essence, les consommateurs seront plus confiants et devraient, selon nous, dépenser davantage. Les secteurs axés sur la consommation devraient aussi tirer parti de la vigueur du tourisme, qui est stimulé par la faiblesse du dollar canadien.

Période d'incertitude sur « le rocher »

En 2014, l'économie de Terre-Neuve a subi selon nous une forte contraction sous l'influence d'une dégringolade de la production de pétrole extracôtier et d'un ralentissement de l'activité minière. Nous prévoyons une légère amélioration de la croissance économique en 2015, la production issue de nouveaux gisements stimulant le secteur extracôtier et les investissements dans la capacité d'extraction favorisant la production. Néanmoins, dans un contexte de recul de l'emploi et de compressions dans le secteur public, la croissance de l'économie dans son ensemble devrait rester faible. Les ventes au détail progresseront lentement et l'activité dans le secteur de la construction diminuera, vu la fin de projets majeurs et la faiblesse persistante de l'activité résidentielle. Nous nous attendons à ce que les données indiquent que la forte croissance de 2013 (7,2 %) a été partiellement annulée en 2014 du fait d'un recul du PIB réel de 1,9 %. Selon nous, la croissance économique redémarrera à un rythme de 0,8 % en 2015 et restera à peine positive en 2016 (0,2 %).

De nouveaux gisements accentueront la production après des reculs l'an dernier

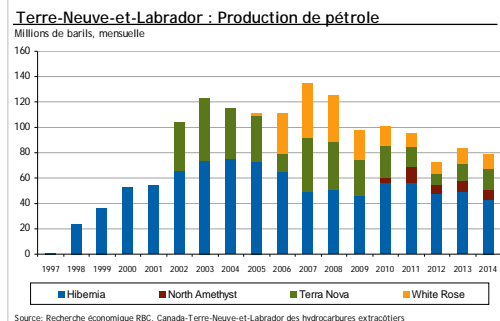
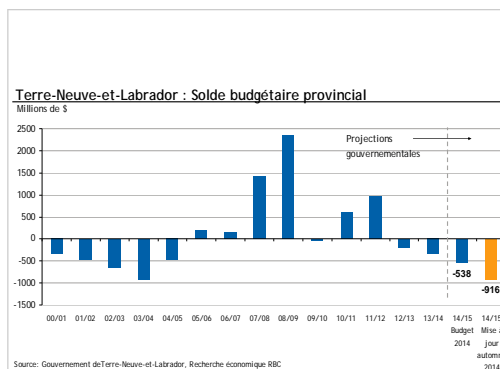
La production pétrolière a chuté en 2014, car la tendance à l'épuisement du gisement Hibernia a entraîné des baisses qui ont plus que neutralisé l'accroissement de production de gisements plus petits. Depuis le milieu de 2014, les prix de référence du pétrole ont subi une chute de plus de 50 % qui accentue les répercussions sur le budget du gouvernement provincial. Lors de la mise à jour de l'automne 2014, la province a annoncé à la fois un déficit budgétaire plus important que prévu pour l'exercice en cours et des réductions des dépenses publiques pour contenir ce déficit supérieur. La faiblesse persistante des cours du pétrole plombe aussi les sociétés d'énergie, qui ont annoncé des réductions ou des reports de leurs projets d'investissement. Néanmoins, grâce à l'entrée en service de nouveaux gisements, la production d'énergie devrait croître en 2015 et en 2016. Le gisement South White Rose Extension et de nouveaux gisements à North Amethyst devraient commencer à être productifs au milieu de 2015. La fin des travaux de construction liés à ces projets se traduira sans doute par une diminution des dépenses en immobilisations dans le secteur pétrolier et gazier. Toutefois, les travaux qui continuent d'être menés pour un certain nombre de projets d'extraction et d'exploration feront en sorte que les dépenses dans ce secteur resteront élevées pendant la période envisagée.

Nouvelles capacités minières et faiblesse des prix des minéraux

La baisse des prix des marchandises nuit aussi à l'industrie minière de Terre-Neuve-et-Labrador. Les prix du minerai de fer ont continué de diminuer, chutant de près de 50 % depuis le début de 2014 en raison d'un affaiblissement de la demande de la Chine et de l'entrée en service de nouvelles sources d'approvisionnement. Des fermetures de mines ont contribué à un déclin de la production provinciale de minerai de fer de 19 %, qui a coïncidé avec une baisse de la production de cuivre et de nickel. En 2015, le secteur minier devrait regagner du terrain, car une nouvelle usine de traitement et un embranchement ferroviaire relié au projet de minerai à enfournement direct dans le nord-ouest du Labrador permettront d'accroître les livraisons. En outre, la production de minerai de fer augmentera à la mine de Carol Lake. Même si une hausse des volumes est prévue, la faiblesse des prix reste un obstacle.

Rebond peu probable de l'emploi dans le secteur public

En raison d'importantes pertes d'emploi dans le secteur public, le nombre total d'emplois a diminué en 2014 à Terre-Neuve-et-Labrador. Les perspectives d'une reprise dans le secteur public en 2015 sont assez limitées, compte tenu des difficultés budgétaires du gouvernement provincial. Par ailleurs, nous prévoyons que le secteur de la construction sera miné par le ralentissement du secteur résidentiel et le plafonnement de l'activité liée au projet hydroélectrique de Muskrat Falls en 2015. En revanche, l'emploi dans le secteur manufacturier devrait profiter d'un accroissement de la production à l'usine de traitement de nickel de Long Harbour.



Terre-Neuve-et-Labrador - prévisions en br
Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	-4,5	7,2	-1,9	0,8	0,2
PIB nominal	-3,4	10,7	-2,0	-5,2	8,7
Emploi	3,8	0,8	-1,7	0,3	-0,7
Taux de chômage (%)	12,3	11,6	11,9	12,0	12,7
Ventes au détail	4,5	5,0	3,4	1,4	1,7
Mises en chantier (unités)	3 885	2 862	2 119	2 100	2 000
Indice des prix à la consommation	2,1	1,7	1,9	0,5	2,9

Gerard Walsh
Économiste

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				PIB nominal				Emploi				Taux de chômage %				Mises en chantier Milliers				Ventes au détail				IPC			
	13	14P	15P	16P	13	14P	15P	16P	13	14P	15P	16P	13	14P	15P	16P	13	14P	15P	16P	13	14P	15P	16P	13	14P	15P	16P
T.-N. & L.	7,2	-1,9	0,8	0,2	10,7	-2,0	-5,2	8,7	0,8	-1,7	0,3	-0,7	11,6	11,9	12,0	12,7	2,9	2,1	2,1	2,0	5,0	3,4	1,4	1,7	1,7	1,9	0,5	2,9
Î.-P.-É.	2,0	1,4	1,6	1,7	5,0	3,1	2,7	3,3	1,4	-0,1	0,9	0,9	11,5	10,6	10,0	9,6	0,6	0,5	0,7	0,6	0,8	3,0	3,5	3,9	2,0	1,6	0,3	3,1
N.-É.	0,3	2,2	2,2	2,1	2,4	4,0	3,2	4,0	-1,1	-1,1	1,2	1,0	9,1	8,9	8,4	8,1	3,9	3,1	3,0	3,3	2,9	2,2	3,0	3,5	1,2	1,7	0,6	3,1
N.-B.	-0,5	0,8	1,9	1,5	0,5	2,2	2,7	3,5	0,4	-0,2	0,3	0,3	10,3	10,0	9,9	9,6	2,8	2,3	2,5	2,7	0,7	3,6	3,0	3,2	0,8	1,5	0,8	3,0
QUÉ.	1,0	1,5	2,0	1,9	1,5	3,5	4,3	3,4	1,4	0,0	0,9	0,8	7,6	7,7	7,2	7,0	37,8	38,8	36,9	35,0	2,5	2,6	3,8	3,8	0,8	1,4	1,0	2,9
ONT.	1,3	2,5	3,3	2,7	2,4	4,4	5,8	4,4	1,8	0,8	1,4	1,2	7,6	7,3	6,4	6,1	61,1	59,1	64,5	59,5	2,3	4,7	4,8	4,5	1,1	2,3	1,1	2,7
MAN.	2,2	1,8	2,8	2,8	3,7	3,3	4,1	5,5	0,7	0,1	1,4	1,0	5,4	5,4	5,1	5,0	7,5	6,2	6,7	5,9	3,9	3,9	4,5	4,4	2,3	1,8	0,8	2,9
SASK.	5,0	1,1	2,1	2,1	5,5	0,3	-1,2	7,7	3,1	1,0	0,7	1,2	4,1	3,8	4,8	4,4	8,3	8,3	5,6	6,9	5,1	4,5	2,6	3,8	1,4	2,4	1,5	3,3
ALB.	3,8	4,2	0,6	1,1	7,1	7,2	-10,5	10,8	2,5	2,2	-0,1	0,7	4,6	4,7	5,7	5,4	36,0	40,6	29,3	30,8	6,9	7,6	1,0	3,2	1,4	2,6	0,8	2,6
C.-B.	1,9	2,9	3,1	2,8	3,2	4,6	4,4	5,0	0,1	0,6	1,2	1,1	6,6	6,1	5,7	5,6	27,1	28,4	32,4	32,0	2,4	5,9	5,5	4,8	-0,1	1,0	0,5	2,6
CANADA	2,0	2,5	2,4	2,3	3,4	4,4	1,7	5,6	1,5	0,6	1,0	1,0	7,1	6,9	6,4	6,3	188	189	184	179	3,2	4,7	3,8	4,1	0,9	2,0	0,9	2,8

Tableau comparatif

2013, sauf indication contraire

	T.-N. & L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QUÉ.	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B.
Population (milliers) (2014)	527	146	943	754	8 215	13 679	1 282	1 125	4 122	4 631
Produit intérieur brut (milliards \$)	35,8	5,8	39,1	31,9	362,8	695,7	61,3	83,2	338,2	229,7
PIB réel (en milliards de \$ 2007)	29,6	5,0	36,0	28,3	331,2	632,4	56,5	62,7	303,0	215,2
Part des provinces dans le PIB canadien (%)	1,9	0,3	2,1	1,7	19,2	36,7	3,2	4,4	17,9	12,1
Croissance PIB réel (TAC, 2008-13, %)	0,1	1,5	0,8	0,1	1,2	1,2	2,0	2,6	2,8	1,6
PIB réel par habitant (\$ 2007)	56 017	34 404	38 223	37 415	40 622	46 666	44 639	56 693	75 605	46 964
Croissance PIB réel par habitant (TAC, 2008-13, %)	-0,5	0,5	0,7	-0,1	0,2	0,1	0,9	0,9	0,6	0,5
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	31 579	26 439	27 604	27 431	26 774	30 401	27 900	33 050	40 303	31 647
Croissance de l'emploi (TAC, 2008-13, %)	1,9	1,5	0,0	-0,3	0,9	0,6	0,8	1,8	1,6	0,2
Taux d'emploi (jan. 2015 %)	53,7	61,3	57,5	57,0	59,7	60,8	64,6	66,1	69,6	59,5
Indice d'inconfort (inflation + chômage, jan. 2015)	11,0	8,3	8,0	9,8	8,1	8,5	6,7	5,9	5,3	6,4
Production manufacturière (% du PIB)	2,7	8,4	7,5	10,1	13,4	11,9	11,3	6,4	7,3	6,8
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB)	42,6	68,4	70,1	64,4	58,6	56,5	57,1	40,2	40,0	63,1
Exportations (% du PIB)	43,0	20,2	20,0	47,3	25,7	32,6	25,7	41,6	32,5	21,7

Tableaux

Colombie-Britannique

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	199 270	194 214	200 628	206 225	211 124	215 218	221 555	228 512	235 001
	évolution (%)	1,1	-2,5	3,3	2,8	2,4	1,9	2,9	3,1	2,8
PIB nominal	millions de \$	203 951	195 966	205 996	217 460	222 565	229 685	240 181	250 696	263 230
	évolution (%)	3,5	-3,9	5,1	5,6	2,3	3,2	4,6	4,4	5,0
Nombre d'emplois	en milliers	2 242	2 192	2 223	2 228	2 262	2 266	2 278	2 305	2 330
	évolution (%)	1,6	-2,2	1,4	0,2	1,6	0,1	0,6	1,2	1,1
Taux de chômage	(%)	4,6	7,7	7,6	7,5	6,8	6,6	6,1	5,7	5,6
Ventes au détail	en millions de dollars	57 794	55 288	58 251	60 090	61 255	62 734	66 415	70 045	73 437
	évolution (%)	1,5	-4,3	5,4	3,2	1,9	2,4	5,9	5,5	4,8
Mises en chantier	unités	34 321	16 077	26 479	26 400	27 465	27 054	28 356	32 400	32 000
	évolution (%)	-12,4	-53,2	64,7	-0,3	4,0	-1,5	4,8	14,3	-1,2
Indice des prix à la consommation	2002=100	112,3	112,3	113,8	116,5	117,8	117,7	118,9	119,6	122,7
	évolution (%)	2,1	0,0	1,4	2,3	1,1	-0,1	1,0	0,5	2,6

Alberta

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	263 515	252 811	264 164	279 277	291 855	302 966	315 825	317 720	321 342
	évolution (%)	1,7	-4,1	4,5	5,7	4,5	3,8	4,2	0,6	1,1
PIB nominal	millions de \$	295 126	246 717	270 100	299 142	315 803	338 166	362 682	324 724	359 955
	évolution (%)	13,9	-16,4	9,5	10,8	5,6	7,1	7,2	-10,5	10,8
Nombre d'emplois	en milliers	2 054	2 030	2 024	2 100	2 172	2 226	2 275	2 273	2 288
	évolution (%)	3,2	-1,2	-0,3	3,7	3,5	2,5	2,2	-0,1	0,7
Taux de chômage	(%)	3,6	6,5	6,6	5,4	4,6	4,6	4,7	5,7	5,4
Ventes au détail	en millions de dollars	61 620	56 489	59 849	63 945	68 408	73 109	78 701	79 517	82 033
	évolution (%)	0,2	-8,3	5,9	6,8	7,0	6,9	7,6	1,0	3,2
Mises en chantier	unités	29 164	20 298	27 088	25 704	33 396	36 011	40 590	29 300	30 800
	évolution (%)	-39,7	-30,4	33,5	-5,1	29,9	7,8	12,7	-27,8	5,1
Indice des prix à la consommation	2002=100	121,6	121,5	122,7	125,7	127,1	128,9	132,2	133,3	136,8
	évolution (%)	3,2	-0,1	1,0	2,4	1,1	1,4	2,6	0,8	2,6

Saskatchewan

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	55 183	52 553	54 756	57 938	59 737	62 716	63 431	64 763	66 149
	évolution (%)	5,6	-4,8	4,2	5,8	3,1	5,0	1,1	2,1	2,1
PIB nominal	millions de \$	67 695	60 326	63 379	74 605	78 873	83 222	83 500	82 525	88 843
	évolution (%)	29,6	-10,9	5,1	17,7	5,7	5,5	0,3	-1,2	7,7
Nombre d'emplois	en milliers	517	526	531	536	548	565	571	575	582
	évolution (%)	2,5	1,6	1,0	0,9	2,4	3,1	1,0	0,7	1,2
Taux de chômage	(%)	4,0	4,9	5,3	4,9	4,7	4,1	3,8	4,8	4,4
Ventes au détail	en millions de dollars	14 676	14 605	15 103	16 199	17 405	18 301	19 130	19 629	20 380
	évolution (%)	11,8	-0,5	3,4	7,3	7,4	5,1	4,5	2,6	3,8
Mises en chantier	unités	6 828	3 866	5 907	7 031	9 968	8 290	8 257	5 600	6 900
	évolution (%)	13,7	-43,4	52,8	19,0	41,8	-16,8	-0,4	-32,2	23,2
Indice des prix à la consommation	2002=100	115,9	117,1	118,7	122,0	123,9	125,7	128,7	130,7	135,1
	évolution (%)	3,2	1,1	1,3	2,8	1,6	1,4	2,4	1,5	3,3

Manitoba

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	51 157	51 048	52 379	53 487	55 252	56 486	57 528	59 138	60 818
	évolution (%)	3,8	-0,2	2,6	2,1	3,3	2,2	1,8	2,8	2,8
PIB nominal	millions de \$	51 920	50 636	52 896	55 758	59 126	61 323	63 350	65 970	69 608
	évolution (%)	5,4	-2,5	4,5	5,4	6,0	3,7	3,3	4,1	5,5
Nombre d'emplois	en milliers	602	601	609	612	622	626	626	635	642
	évolution (%)	1,5	-0,2	1,4	0,4	1,6	0,7	0,1	1,4	1,0
Taux de chômage	(%)	4,2	5,2	5,4	5,5	5,3	5,4	5,4	5,1	5,0
Ventes au détail	en millions de dollars	14 983	14 920	15 770	16 443	16 652	17 297	17 966	18 771	19 597
	évolution (%)	6,9	-0,4	5,7	4,3	1,3	3,9	3,9	4,5	4,4
Mises en chantier	unités	5 537	4 174	5 888	6 083	7 242	7 465	6 220	6 700	5 900
	évolution (%)	-3,5	-24,6	41,1	3,3	19,1	3,1	-16,7	7,7	-11,9
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,4	114,1	115,0	118,4	120,3	123,0	125,3	126,3	130,0
	évolution (%)	2,2	0,6	0,8	2,9	1,6	2,3	1,8	0,8	2,9

Ontario

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	596 921	578 510	598 174	613 803	624 369	632 368	648 458	670 116	688 478
	évolution (%)	-0,1	-3,1	3,4	2,6	1,7	1,3	2,5	3,3	2,7
PIB nominal	millions de \$	604 282	595 433	629 500	658 635	679 616	695 705	726 143	768 406	802 407
	évolution (%)	1,1	-1,5	5,7	4,6	3,2	2,4	4,4	5,8	4,4
Nombre d'emplois	en milliers	6 610	6 433	6 538	6 658	6 703	6 823	6 878	6 975	7 057
	évolution (%)	1,0	-2,7	1,6	1,8	0,7	1,8	0,8	1,4	1,2
Taux de chômage	(%)	6,6	9,1	8,7	7,9	7,9	7,6	7,3	6,4	6,1
Ventes au détail	en millions de dollars	151 697	148 109	156 276	161 859	164 503	168 253	176 195	184 591	192 982
	évolution (%)	3,9	-2,4	5,5	3,6	1,6	2,3	4,7	4,8	4,5
Mises en chantier	unités	75 076	50 370	60 433	67 821	76 742	61 085	59 134	64 500	59 500
	évolution (%)	10,2	-32,9	20,0	12,2	13,2	-20,4	-3,2	9,1	-7,8
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,3	113,7	116,5	120,1	121,8	123,0	125,9	127,2	130,7
	évolution (%)	2,3	0,4	2,4	3,1	1,4	1,1	2,3	1,1	2,7

Québec

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	311 626	309 683	316 886	323 210	328 082	331 231	336 332	343 059	349 714
	évolution (%)	1,9	-0,6	2,3	2,0	1,5	1,0	1,5	2,0	1,9
PIB nominal	millions de \$	313 595	315 531	329 670	345 732	357 431	362 846	375 649	391 975	405 333
	évolution (%)	2,5	0,6	4,5	4,9	3,4	1,5	3,5	4,3	3,4
Nombre d'emplois	en milliers	3 883	3 854	3 938	3 976	4 006	4 061	4 060	4 098	4 131
	évolution (%)	1,1	-0,7	2,2	1,0	0,8	1,4	0,0	0,9	0,8
Taux de chômage	(%)	7,2	8,6	8,0	7,9	7,7	7,6	7,7	7,2	7,0
Ventes au détail	en millions de dollars	94 816	93 759	99 590	102 556	103 753	106 301	109 027	113 219	117 554
	évolution (%)	4,9	-1,1	6,2	3,0	1,2	2,5	2,6	3,8	3,8
Mises en chantier	unités	47 901	43 403	51 363	48 387	47 367	37 758	38 810	36 900	35 000
	évolution (%)	-1,3	-9,4	18,3	-5,8	-2,1	-20,3	2,8	-4,9	-5,1
Indice des prix à la consommation	2002=100	112,7	113,4	114,8	118,3	120,8	121,7	123,4	124,7	128,2
	évolution (%)	2,1	0,6	1,3	3,0	2,1	0,8	1,4	1,0	2,9

Tableaux

Nouveau-Brunswick

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	28 125	27 811	28 381	28 543	28 426	28 272	28 498	29 040	29 487
	évolution (%)	0,9	-1,1	2,0	0,6	-0,4	-0,5	0,8	1,9	1,5
PIB nominal	millions de \$	28 422	28 825	30 082	31 409	31 751	31 900	32 596	33 481	34 643
	évolution (%)	2,0	1,4	4,4	4,4	1,1	0,5	2,2	2,7	3,5
Nombre d'emplois	en milliers	361	360	358	356	353	355	354	355	356
	évolution (%)	0,9	-0,2	-0,5	-0,7	-0,7	0,4	-0,2	0,3	0,3
Taux de chômage	(%)	8,5	8,7	9,2	9,5	10,2	10,3	10,0	9,9	9,6
Ventes au détail	en millions de dollars	10 018	10 094	10 595	11 103	11 028	11 107	11 510	11 860	12 238
	évolution (%)	6,5	0,8	5,0	4,8	-0,7	0,7	3,6	3,0	3,2
Mises en chantier	unités	4 274	3 521	4 101	3 452	3 299	2 843	2 276	2 500	2 700
	évolution (%)	0,8	-17,6	16,5	-15,8	-4,4	-13,8	-19,9	9,8	8,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,2	113,5	115,9	120,0	122,0	123,0	124,8	125,8	129,6
	évolution (%)	1,7	0,3	2,1	3,5	1,7	0,8	1,5	0,8	3,0

Nouvelle-Écosse

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	34 625	34 753	35 806	36 073	35 950	36 042	36 851	37 662	38 453
	évolution (%)	2,1	0,4	3,0	0,7	-0,3	0,3	2,2	2,2	2,1
PIB nominal	millions de \$	35 467	35 254	37 073	38 349	38 214	39 145	40 700	42 012	43 709
	évolution (%)	4,6	-0,6	5,2	3,4	-0,4	2,4	4,0	3,2	4,0
Nombre d'emplois	en milliers	452	450	451	453	458	453	448	453	458
	évolution (%)	1,0	-0,5	0,4	0,4	1,0	-1,1	-1,1	1,2	1,0
Taux de chômage	(%)	7,6	9,2	9,6	9,0	9,1	9,1	8,9	8,4	8,1
Ventes au détail	en millions de dollars	12 091	12 105	12 651	13 098	13 223	13 605	13 899	14 312	14 810
	évolution (%)	4,1	0,1	4,5	3,5	1,0	2,9	2,2	3,0	3,5
Mises en chantier	unités	3 982	3 438	4 309	4 644	4 522	3 919	3 056	3 000	3 300
	évolution (%)	-16,2	-13,7	25,3	7,8	-2,6	-13,3	-22,0	-1,8	10,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	115,9	115,7	118,2	122,7	125,1	126,6	128,8	129,6	133,5
	évolution (%)	3,0	-0,1	2,2	3,8	1,9	1,2	1,7	0,6	3,1

Île-du-Prince-Édouard

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	4 658	4 678	4 783	4 861	4 908	5 006	5 076	5 157	5 247
	évolution (%)	0,8	0,4	2,2	1,6	1,0	2,0	1,4	1,6	1,7
PIB nominal	millions de \$	4 767	4 947	5 202	5 409	5 514	5 788	5 968	6 130	6 330
	évolution (%)	3,2	3,8	5,2	4,0	1,9	5,0	3,1	2,7	3,3
Nombre d'emplois	en milliers	69	68	70	72	73	74	74	75	75
	évolution (%)	0,8	-1,3	2,3	3,1	1,7	1,4	-0,1	0,9	0,9
Taux de chômage	(%)	10,8	11,9	11,4	11,1	11,1	11,5	10,6	10,0	9,6
Ventes au détail	en millions de dollars	1 703	1 682	1 770	1 866	1 925	1 940	1 998	2 067	2 147
	évolution (%)	5,1	-1,3	5,3	5,4	3,2	0,8	3,0	3,5	3,9
Mises en chantier	unités	712	877	756	940	941	636	511	660	600
	évolution (%)	-5,1	23,2	-13,8	24,3	0,1	-32,4	-19,7	29,2	-9,1
Indice des prix à la consommation	2002=100	117,5	117,3	119,5	123,0	125,5	128,0	130,1	130,5	134,5
	évolution (%)	3,4	-0,1	1,8	2,9	2,0	2,0	1,6	0,3	3,1

Terre-Neuve-et-Labrador

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	29 369	26 464	28 033	28 904	27 592	29 588	29 041	29 273	29 331
	évolution (%)	-1,2	-9,9	5,9	3,1	-4,5	7,2	-1,9	0,8	0,2
PIB nominal	millions de \$	31 434	24 972	29 063	33 497	32 365	35 832	35 098	33 256	36 155
	évolution (%)	5,8	-20,6	16,4	15,3	-3,4	10,7	-2,0	-5,2	8,7
Nombre d'emplois	en milliers	221	215	223	232	241	243	239	239	238
	évolution (%)	1,9	-2,7	3,6	4,1	3,8	0,8	-1,7	0,3	-0,7
Taux de chômage	(%)	13,3	15,5	14,7	12,6	12,3	11,6	11,9	12,0	12,7
Ventes au détail	en millions de dollars	7 009	7 121	7 453	7 833	8 182	8 589	8 883	9 003	9 154
	évolution (%)	7,4	1,6	4,7	5,1	4,5	5,0	3,4	1,4	1,7
Mises en chantier	unités	3 261	3 057	3 606	3 488	3 885	2 862	2 119	2 100	2 000
	évolution (%)	23,1	-6,3	18,0	-3,3	11,4	-26,3	-26,0	-0,9	-4,8
Indice des prix à la consommation	2002=100	114,3	114,6	117,4	121,4	123,9	126,0	128,4	129,0	132,8
	évolution (%)	2,9	0,3	2,4	3,4	2,1	1,7	1,9	0,5	2,9

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royal du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

® Marque déposée de la Banque Royale du Canada
© Banque Royale du Canada.